

Discours du ministre Frattini à l'inauguration de la VI^e Conférence ministérielle euro-méditerranéenne (Naples, 2 décembre)

Au nom de la Présidence italienne, je souhaite tout d'abord adresser une chaleureuse bienvenue à tous les présents et remercier vivement la ville de Naples qui nous accueille aujourd'hui.

Ce n'est pas par hasard que la Présidence italienne a choisi Naples pour tenir la VI^e Conférence ministérielle institutionnelle euro-méditerranéenne. Une ville d'histoire et de vocation méditerranéennes. Naples est la charnière idéale des deux âmes géographiques qui alimentent – sur un plan d'égalité absolue – le Processus de Barcelone.

La cérémonie qui nous voit tous ici réunis inaugure une Conférence sur laquelle ont été misés de grands espoirs. Surtout en ce moment où des ombres s'accumulent sur la région en projetant des scénarios chargés de tension, d'instabilité et d'insécurité. L'actualité internationale est malheureusement traversée d'épisodes de violence et de sang et connaît des tendances de désagrégation de plus en plus accentuées. Et sur notre volonté de cohésion risquent de prévaloir les poussées visant à désarticuler les relations, et nos propres relations : nous courons le risque de nous éloigner les uns des autres. Et tout cela a lieu juste au moment où nous aurions au contraire le plus besoin les uns des autres.

Cette Conférence ne veut et ne doit pas se qualifier comme un rendez-vous rituel d'un calendrier depuis longtemps défini. Elle devra au contraire être un important rendez-vous capable une fois de plus de renouveler – et avec une conviction de plus en plus grande – notre engagement à travailler tous ensemble à un projet commun au nom de valeurs partagées. Valeurs qui continuent à nous tenir ensemble et nous maintenir unis, même dans les différences. Valeurs qui doivent nous aider à trouver des réponses adéquates aux problèmes communs, à surmonter les difficultés que rencontrent nos relations ou à résoudre les problèmes qui divisent encore certains d'entre nous.

Notre réunion peut et doit être le témoignage d'un important engagement à consolider et renforcer notre partenariat. De cette manière nous renforcerons notre commune adhésion aux principes, aux valeurs et aux objectifs qui ont été inscrits en 1995 dans la Déclaration de Barcelone.

A Barcelone nous avons en effet donné le jour à un Processus qui, malgré les nombreuses lumières et quelques ombres, a su devenir un outil privilégié de nos relations réciproques. Des relations entre une Union européenne – en voie de s'élargir à 25 pays - et les 10 pays de la rive Sud de la Méditerranée.

Huit ans après, Naples est au cœur d'un parcours de relance qui a commencé l'année dernière à Valence et a été confirmé fin mai par la Conférence de Crète.

Il faut bien le dire : notre expérience n'a pas toujours su pleinement correspondre à nos attentes; même si les crises ont projeté beaucoup de difficultés sur elle, personne cependant n'a jamais mis en discussion la validité de l'inspiration originaire sur laquelle se fonde notre exercice.

Avant qu'elle ne soit une formule politique, l'idée de partenariat correspond à une différente manière de vivre et d'interpréter nos relations. Mais elle correspond aussi à une modalité opérationnelle avec laquelle affronter, dans le cadre du dialogue, les facteurs de déséquilibre qui pèsent aujourd'hui sur la région. Et les surmonter constitue une véritable prémisses pour que se crée en Méditerranée une zone de paix et de stabilité, de prospérité partagée et de croissance, dans le respect et la compréhension réciproque.

Je crois toutefois que notre Conférence doit également lancer un autre message : adressé, plutôt qu'aux gouvernements, aux sociétés civiles de nos pays. C'est le message selon lequel, plus le Partenariat se consolide au niveau de son efficacité et de sa force, et plus il sait être un exercice tous azimuts. Un exercice qui part de la collaboration entre les gouvernements mais qui se développe par leur intermédiaire et tend ensuite à s'élargir pour s'enraciner et se réaliser encore mieux. Cet élargissement enrichira la trame des relations entre les gouvernements d'une part, et les pouvoirs locaux de l'autre, et permettra d'exploiter en synergie la valeur ajoutée que ces autorités peuvent produire.

Et je saisis par conséquent cette occasion pour remercier les Régions italiennes du rôle positif et propulseur qu'elles ont exercé au cours du semestre de Présidence italienne pour essayer de rendre plus dynamique et efficace un processus que nous considérons tous avec intérêt et participation.

Et je remercie aussi chaleureusement tous les représentants des autres régions internationales qui ont bien voulu apporter leur contribution.

Conformément à cette perspective, j'espère que l'indication d'une volonté commune de surmonter une vision élitaires du partenariat émergera de notre Conférence. Nous devons en effet être en mesure de le rapprocher des sociétés civiles et des réalités locales pour leur garantir dynamisme et visibilité.

Je suis en effet convaincu que tous ensemble nous arriverons à relancer le Processus de Barcelone et que nous saurons en faire un exercice vivant. Si nous voulons donner un sens politique et une perspective historique au partenariat euro-méditerranéen, si nous croyons vraiment que nos 35 pays sont producteurs de cultures, d'intérêts et d'aspirations qui doivent s'harmoniser, alors nous devons adopter des initiatives d'une grande visibilité et impact, à l'enseigne de la concrétisation et adhérant le plus possible aux sensibilités de nos peuples.

Nous devons être capables d'atteindre le plus grand nombre possible de citoyens, de favoriser l'accès à l'information et – en commençant par les futures générations - la formation d'opinions publiques conscientes, ennemies des préjugés culturels et, au contraire, amies du respect des identités, curieuses et intéressées par les différences qui constituent une valeur qui nous enrichit.

Faute d'initiatives concrètes et sans un raccord réel avec les attentes de croissance politique, économique et sociale, de bien-être et de sécurité, mais surtout de collaboration et de dialogue, nous ne parviendrions pas à construire un réel et solide partenariat entre les deux rives de la Méditerranée, celui que j'aimerais appeler une "nouvelle appartenance commune". Et surtout, nous ne donnerions pas à nos concitoyens, et notamment à l'univers des jeunes, les réponses qu'ils attendent certainement de leurs gouvernements respectifs.

Nous ne devons par conséquent pas perdre de vue, dans nos travaux, les objectifs fondamentaux du partenariat : ils correspondent aux exigences des sociétés civiles.

Les initiatives que nous, les 35 partenaires euro-méditerranéens, sommes en train de construire – avec engagement, flexibilité et pragmatisme - doivent par conséquent s'adresser au réseau d'organismes et d'associations publiques et privées qui, jour après jour, alimente nos opinions publiques. C'est d'ailleurs le mandat que nous avons reçu de la Conférence euro-méditerranéenne de Valence. C'est dans cette instance qu'a été défini le Plan d'Action : mener à bien les nombreux et ambitieux projets qui ont été alors esquissés en vue de donner davantage de substance et de vigueur au Processus de Barcelone. C'est cette inspiration qui a inspiré la Présidence espagnole d'abord, puis les Présidences danoise et grecque. Et c'est donc à leur engagement convaincu et à leur détermination à faire avancer le Processus que l'on doit de nombreux progrès dans cette direction.

C'est maintenant à la Présidence italienne que revient l'honneur de finaliser ce parcours et de passer aux Présidences qui suivront – et je pense évidemment à celles irlandaise et hollandaise - le témoin d'un projet de croissance et de succès du partenariat. C'est justement cette indication qui nous a incités, au lendemain de la Conférence de Crète, à définir, conjointement à la Présidence grecque, le cadre d'une stratégie commune en une sorte de course à relais idéale.

Dans le parcours qui nous a rapprochés de cette Conférence de Naples, l'Italie a compté sur la collaboration active de tous les partenaires qui ont témoigné ces mois-ci, sans exceptions - et je les en remercie -, qu'ils partageaient avec nous de profondes attentes pour que l'événement "Barcelone VI" puisse vraiment marquer un moment de relance décisif du Partenariat euro-méditerranéen.

Nous devons y parvenir. Surtout aujourd'hui, au moment où le processus de réunification de l'Europe d'une part, et la situation au Moyen Orient de l'autre, sont en train de faire naître une forte "demande de partenariat". Sur la rive Nord, comme sur la rive Sud de la Méditerranée, une première vigoureuse réponse de cohérence a déjà été donnée : en effet, nous avons enrichi le Processus de Barcelone de la contribution de la nouvelle "Politique de voisinage". Mais en amorçant aussi un dialogue plus fécond en termes de respect des droits de l'homme et de démocratie qui a entre-temps, grâce également à la contribution de la Commission, pris le départ.

C'est dans ce nouveau contexte que la Présidence italienne entend jouer jusqu'au bout son rôle. Mais la relance que nous avons tous à l'esprit ne sera vraiment telle que si elle sait être "qualitative" et si elle sait offrir à tous un Partenariat euro-méditerranéen vital et dynamique.

Caractère concret signifie une chose très simple : doter le Processus de Barcelone de structures et de dispositifs en mesure de faire "arriver" le Partenariat euro-méditerranéen aux gens et d'être – comme je l'ai dit – en mesure d'alimenter leur vie de tous les jours.

Voilà. Le résultat auquel nous devons donc, nous les 35 partenaires euro-méditerranéens, nous attendre de notre réunion est surtout d'enrichir le Processus de Barcelone de trois nouveaux outils. Trois outils destinés justement à rapprocher le Partenariat des instances les plus vives des sociétés civiles de la région :

- La naissance de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ;
- La création de la Fondation euro-méditerranéenne pour le dialogue entre les cultures et les civilisations;
- La nouvelle physionomie institutionnelle et opérationnelle qui sera donnée à la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP). Cette Facilité, qui a été créée il y a un peu plus d'un an pour promouvoir, dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, les investissements dans le secteur privé – et notamment dans celui des petites et moyennes entreprises - trouvera ici une nouvelle impulsion.

Par le biais de ces trois outils le Partenariat effectuerait – nous en sommes certains – un saut de qualité en acquérant une autonomie de mouvement et une capacité d'action partant en même temps :

- des instances qui, du bas de la société civile, arriveront à la voie parlementaire ;
- de dynamiques et des relations positives que la rencontre et la confrontation entre les cultures enseignent et promeuvent. Surtout *pour* et *entre* les jeunes ;
- et, enfin, d'une institution financière de plus en plus capable de toujours mieux interpréter les exigences spécifiques des pays bénéficiaires et maintenant dotée de moyens d'action plus étendus et articulés.

Dans ce sens, l'inclusion formelle, avec fonctions consultatives, de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne dans les schémas du Partenariat est un fait de grande importance : parce que nous allons avant tout lui confier la tâche de rapprocher le Processus de Barcelone des opinions publiques et pourrons ainsi remplir le "vide de participation", et de communication, que le Processus de Barcelone a subi jusqu'à présent.

La Fondation pour le dialogue entre les cultures devra être une structure en mesure de catalyser - avec pragmatisme et vision de perspective – toutes les initiatives visant à développer le dialogue et la compréhension réciproques sur la base des "Principes communs pour le dialogue entre les cultures et les civilisations" approuvés à la Conférence de Crète. C'est justement à notre Conférence de Naples que nous confions le moment qui doit en sanctionner la naissance.

Enfin, nous estimons fondamental d'améliorer le fonctionnement opérationnel de la FEMIP en structurant plus directement ses moyens sur les exigences des petites et moyennes entreprises et du secteur privé.

Naples doit être principalement cela. Mais pas seulement. L'objectif de la Conférence doit aussi être de réaffirmer l'engagement à développer le Partenariat dans les matières politiques et de sécurité, en approfondissant les termes d'une collaboration en fait de PESD et de dialogue et en affrontant également un thème particulièrement difficile tel que le terrorisme. Quant au chapitre économique, Naples doit être - entre autres – le moment de convergence et d'évaluation des résultats qui se sont dégagés de la Conférence euro-méditerranéenne sur le Commerce de juillet dernier à Palerme et de ceux issus le 27 novembre dernier de la première Conférence ministérielle euro-méditerranéenne en matière d'agriculture à Venise et de la Conférence sur "Investissements, infrastructures et énergie" qui s'est clôturée justement hier à Rome.

Le volet social et culturel sera en grande partie absorbé par l'inévitable prépondérance du débat sur la Fondation ; mais il ne manquera certainement pas de saisir les progrès enregistrés par le démarrage du programme régional sur le "Bon gouvernement et l'amélioration de l'Etat de droit", programme fondamental pour l'avenir de la collaboration euro-méditerranéenne dans les domaines de la justice, des actions de police et de politique migratoire. Le débat sur ce dernier thème en particulier devrait saisir l'importance d'une gestion équilibrée de la politique migratoire qui – opportunément orientée – pourrait s'imposer comme facteur positif pour la croissance socioéconomique de toute la région.

Toujours en vue de rapprocher le Partenariat des opinions publiques, notre réunion devra être capable de promouvoir le démarrage d'une coopération entre les organismes de gouvernement territorial des pays des deux rives. Et prendre acte d'un mécanisme de participation de la société civile : je pense au Forum qui s'est justement tenu hier ici à Naples, élargi au niveau de sa participation et avec une structure en assurant une

continuité destinée à améliorer son impact et sa visibilité. Et nous devons adhérer aux conclusions de la rencontre entre les instances représentatives des forces sociales qui s'est récemment déroulé à Malte, sous l'égide du Comité social européen.

Tout cela doit converger dans le message par lequel nous voulons conclure notre Conférence. Pour centrer ces objectifs, j'espère évidemment que l'orientation unanime de tous les partenaires euro-méditerranéens converge sur eux. Il faut un certain pragmatisme et une approche stratégique, savoir concilier les intérêts, même différents pour construire et alimenter – dans le cadre de la nouvelle référence à la "l'Europe élargie" - des rapports plus solides entre les deux rives de la Méditerranée.

Affrontons ensemble ce que je me plais à définir "le défi de Naples". Réunis pour mener à bien le travail incessant et silencieux qui a vu nos diplomaties engagées depuis des mois en un effort de réflexion, de synthèse et de confrontation toujours constructif. Et qui constituera pour nous la base sur laquelle repartir vers de nouveaux projets encore plus ambitieux. C'est le moment qui nous voit tous en même temps dans le rôle de challengeurs et défiés. Surtout de défiés. Nous sommes chaque jour défiés par les intolérants, les extrémistes et les terroristes ennemis de la paix et de la démocratie. Et nous avons le devoir de relever ce défi. Nos pays ont jusqu'ici accompli un bon travail et nous pouvons en être fiers.

Permettez-moi maintenant, en déclarant ouvert notre rendez-vous, de vous renouveler - au nom de la Présidence italienne – notre bienvenue. Avec le souhait – qui est aussi une certitude – de pouvoir tous ensemble remporter cet important "défi de Naples".